

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA CORREZE**  
6, rue Souham - TSA 99998 - 19009 TULLE CEDEX

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES  
(C.C.A.P.)**

**MARCHE DE SERVICE  
APPEL D'OFFRES OUVERT**

**N° 0001-2026**

**OBJET: Nettoyage des locaux de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Corrèze**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES**

**Le 2 mars 2026 à 15 heures**

Ce document comporte 9 feuillets qui doivent être paraphés.

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : GENERALITES .....	3
ARTICLE 2 : - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 3 : - SOUS-TRAITANCE.....	4
ARTICLE 4 –CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 5 : - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	5
ARTICLE 6 : - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	5
ARTICLE 7 : CONTROLE DES PRESTATIONS - VERIFICATION .....	6
ARTICLE 8 : - AVANCE .....	7
ARTICLE 9 : - PENALITES ET SANCTIONS .....	7
ARTICLE 10 : RESILIATION DU MARCHE .....	8
ARTICLE 11 : CLAUSE DE REEXAMEN .....	8
ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE DES DONNEES – SECURITE DU SYSTEME D'INFORMATION .....	8
ARTICLE 13 — ATTESTATIONS FISCALE – SOCIALE - ASSURANCE.....	9
ARTICLE 14 — LITIGES.....	9
ARTICLE 15 — DEROGATIONS AU CCAG .....	10

# ARTICLE 1 : GENERALITES

## 1.1 Objet du marché

Le marché a pour objet les prestations de nettoyage des locaux de la CPAM de la Corrèze.  
Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exécution des prestations de nettoyage.  
La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

## 1.2 Durée du marché

Le marché sera conclu pour une durée initiale ferme du **18 mai 2026 au 30/06/2027**, avec possibilité de résiliation du contrat sous préavis de 3 mois avant l'échéance.

Au-delà de la période initiale le marché pourra être reconduit expressément par tranche annuelle à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2027. Le nombre de reconductions ne pourra être supérieur à 2.

**Important** : la date de démarrage de l'exécution du marché diffèrera en fonction des lots

- Lot1 n°1 : à compter du 18 mai 2026,
- Lot n°2 : à compter du 01 juillet 2026
- Lot n°3 : à compter du 15/06/2026

**A noter** : le site de Brive sera potentiellement amené à évoluer en cours d'exécution du marché, conformément aux dispositions prévues dans la clause de ré-examen (article 11)

## 1.3 Décomposition en lots

Le présent marché est réparti en 3 lots distincts.

Chaque lot est indivisible et une tarification sera établie par site.

LOT	SITE	Nettoyage des sites	Adresse des sites	Superficie (SUB <b>hors locaux d'archives</b> )
LOT n°1 Bâtiment TULLE	Site n°1	Services CPAM	18 avenue Winston Churchill, 19000 Tulle	4347m <sup>2</sup>
	Site n°2	CRESLI		
	Site n°3	Partenaire hébergé		
	Site n°4	UGE CAM – SI SSIAD		
	Site n°5	UGE CAM - Cabinet Dentaire		
LOT n°2 Batiment BRIVE	Site n°6	Services CPAM	17, avenue Alsace Lorraine 19111 Brive	1575m <sup>2</sup>
	Site n°7	UGE CAM – SI SSIAD		
	Site n°8	UGE CAM - Cabinet Dentaire		
LOT n°3	Site n°9	Espaces convivialité & Espace de restauration	18 avenue Winston Churchill, 19000 Tulle	211m <sup>2</sup>

Pour rappel, en application de l'article L2113-14 du Code de la commande publique, le lot n°3 est réservé aux :

- Structures d'Insertion par l'Activité Économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail et à des structures équivalentes lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés

- Entreprises Adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail, à des Établissements et Services d'Aide par le Travail mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans les conditions normales.

## ARTICLE 2 : - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (ATTRI1) de chacun des deux lots
- Les bordereaux de Prix unitaires de chacun des deux lots
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) commun aux deux lots
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) commun aux deux lots
- Le règlement de la consultation (RC) commun aux deux lots
- Les Annexes 1 à 3 de chacun des deux lots
- les consignes de sécurité du personnel commun aux deux lots
- Le CCAG FCS

Tout autre document (mémoire supplétif, additionnel ou annexe) venant en annexe de ces pièces contractuelles, et qui en modifieraient la substance en quelque façon, sont nuls et non recevables sauf à préciser une amélioration dans les prestations.

## ARTICLE 3 : - SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire ne pourra sous-traiter tout ou partie de la Fourniture sans autorisation expresse de l'Organisme Contractant.

En cas d'autorisation, la sous-traitance ne pourra entraîner de charge supplémentaire pour la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.

## ARTICLE 4 –CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes.

Pour chaque lot, le titulaire devra désigner dès la notification du marché un responsable ayant qualité pour le représenter vis à vis des organismes.

Délais de remise des documents par le titulaire :

Désignation des documents	Délais
Liste nominative du personnel	2 jours calendaires à compter de la date d'exécution des prestations
Planning initial des interventions	15 jours calendaires à compter de la date de début d'exécution des prestations
Cahier de liaison	15 jours calendaires à compter de la date de début d'exécution des prestations
Plan de prévention	15 jours calendaires à compter de la date de début d'exécution des prestations
Cahier de présence ou feuille d'émargement	2 jours calendaires avant le commencement d'exécution des prestations
Le tableau de suivi des prestations	15 jours calendaires à compter de la date de début d'exécution des prestations
Le planning annuel des prestations trimestrielles	31 jours calendaires à compter de la date de début d'exécution des prestations

## ARTICLE 5 : - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

5.1 Le marché est traité à prix forfaitaire pour chacun des sites donnant lieu à nettoyage. Les forfaits seront affectés aux surfaces réellement nettoyées.

5.2 Variation dans le temps:

Le marché est traité à prix forfait pendant 12 mois à partir de la date mentionnée à l'article 1.2 du présent CCAP.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations pourront intervenir à compter de la deuxième année et à chaque date anniversaire selon la formule suivante :

$$Pr = Po (0,15 + 0,85 \frac{CPF\ 81.2\ m1}{CPF\ 81.2\ m0})$$

Dans laquelle :

Pr = Prix révisé.

Po = Prix d'origine à la date d'attribution du marché

CPF 81.2 = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage - Base 2021- Identifiant 010766397

CPF 81.2 m1 = indices à la date de révision.

CPF 81.21 m0 = indices du mois M0.

Le mois M0 est le mois du dernier indice publié à la date de prise d'effet du marché soit l'indice du 3ème trimestre 2025.

Dès que la valeur des indices est connue, et dans le délai d'un mois à compter de la date anniversaire le titulaire sollicite avec effet de la date de révision, l'application de la formule de révision et présente aux organismes le calcul des prix révisés en mentionnant la référence de la publication dans laquelle les indices ont été relevés et leur valeur.

### **Clause de sauvegarde :**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent marché si l'évolution annuelle des tarifs est supérieure à 5%.

## ARTICLE 6 : - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Les factures seront émises mensuellement à terme échu.

En cas de mois incomplet, les prestations de base à payer seront déterminées au prorata temporis, sur la base d'un mois de 30 jours.

L'ensemble des prestations de base décrites au CCTP, quelle que soit leur périodicité, sera inclus dans le prix global et forfaitaire mensuel.

Ce document devra obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom et adresse du créancier,
- domiciliation bancaire ou postale,
- numéro du marché
- la date de facturation,
- le nom du site de réalisation de la prestation,
- la période facturée,
- le montant total de la facture Hors Taxes
- le montant total de la TVA en rappelant le taux appliqué
- le montant total de la facture Toutes Taxes Comprises

La facturation ou non des prestations à refaire sera liée à un commun accord entre les deux parties

En cas d'erreur de facturation, il sera demandé au titulaire d'établir une nouvelle facture qui annulera et remplacera l'initiale.

Les factures afférentes aux paiements seront transmises par voie dématérialisée sur la plateforme CHORUS Pro au n° de Siret de la CPAM 777 966 870 00019 \* - avec le code de service 0080 (obligatoire). Outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier,
- le numéro du marché et la période de facturation,
- la prestation réalisée,
- le montant hors TVA,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- la date.

Le paiement s'effectuera à terme échu par virement sous 30 jours à compter de la réception de la facture conforme à la prestation effectuée.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur de l'organisme.  
Le comptable assignataire des paiements est le Directeur comptable et financier de l'organisme.

Le défaut de mandatement dans le délai précité fait courir de plein droit les intérêts moratoires au profit du titulaire.

Les intérêts moratoires seront versés par le pouvoir adjudicateur selon les modalités prévues dans la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

En cas de manquement dans la bonne exécution des travaux et services, il pourra être fait application d'une retenue pour pénalité prévue à l'article 9 du présent CCAP.

**\*Important** : dans le cadre de notre prochain déménagement **le numéro SIRET de notre organisme va changer**.

Dans ce cadre le nouveau numéro, non déterminé à ce stade, sera communiqué au candidat retenu dès établissement et avant le démarrage de la prestation.

## ARTICLE 7 : CONTROLE DES PRESTATIONS - VERIFICATION – SUIVI

### 7.1 OUTILS MIS EN PLACE

Le titulaire devra mettre en place les outils suivants :

#### • **Cahier de liaison**

Un cahier de liaison est mis en place par le titulaire, 15 jours calendaires à compter de la date de début d'exécution des prestations de l'organisme concerné.

Le cahier permet :

- D'indiquer les doléances des usagers.
- De communiquer des consignes complémentaires et/ou informations au prestataire

Il doit être consulté quotidiennement par le chef d'équipe du site.

Les remarques peuvent être le point de départ d'une opération de vérification.

Le cahier de liaison a pour objet d'avoir une traçabilité de toutes les communications entre le titulaire et l'organisme.

#### • **Cahier de présence** (ou feuille d'émargement ou tout autre moyen de suivi tracé de présence du personnel)

Un cahier de présence du personnel du titulaire est mis en place par le titulaire, 2 jours calendaires avant le commencement d'exécution des prestations.

Il doit être visé quotidiennement par le chef d'équipe du site et peut être contrôlé par l'organisme ou son représentant.

Le cahier de présence est utilisé pour assurer la vérification du respect des effectifs minimum.

#### • **Réunion d'activité**

Pour chaque lot, des réunions périodiques d'activité sont mises en place.

Ces réunions ont pour objet :

- d'établir le bilan de la période écoulée au vu des doléances des usagers et de la réalisation des prestations,
- de rechercher des solutions d'améliorations de l'organisation du travail et de la qualité,
- de faire le point sur les effectifs du titulaire (présence, remplacement, ...),
- de mettre à jour, sur proposition justifiée du titulaire, le planning des prestations.

Ces réunions mettent en présence : le référent du site, le responsable du site, et le chef d'exploitation.  
Une première réunion sera à planifier impérativement à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre du démarrage de l'exécution du marché.

Les prochaines réunions seront programmées en fonction des besoins et a minima une fois par an.

## 7.2 VERIFICATION

Une vérification des prestations sera organisée :

- Quadrimestriellement pour les lots 1 et 3
- Semestriellement pour le lot 2

avec l'entreprise titulaire du marché.

En cas de litiges les parties conviendront d'un expert désigné d'un commun accord et supporteront par moitié les frais.

Faute d'accord amiable l'expert sera désigné par la juridiction consulaire compétente en fonction du lieu de situation du siège de l'organisme partie au litige.

## 7.3 SUIVI DU LOT N°3 :

En complément des précédentes dispositions, et afin de faciliter le suivi du marché réservé, un relevé du nombre d'heures effectuées et du nombre de participants sera transmis chaque mois et au plus tard le 15 du mois qui suit à :

Mme Malorie LACHAUD et Mme Esther FERRIER  
Facilitatrices des clauses d'insertion sociale dans les marchés publics  
Tel : 05.55.93.74.05 - 05.55.93.73.62 / 06.88.62.25.51  
Adresse mail : clauseinsertion19@correze.fr

## ARTICLE 8 : - AVANCE SANS OBJET

## ARTICLE 9 : - PENALITES ET SANCTIONS

Pour chacun des sites, lorsque les délais d'exécution ou les exigences contractuelles ne sont pas respectés pour une cause qui lui est imputable, le titulaire encourt, indépendamment et cumulativement, sans mise en demeure préalable, les pénalités définies ci-après :

Typologie des motifs	Pénalités encourues
Absence du personnel	100€ HT par personne manquante et par jour
Défaut d'encadrement	A partir du 2 <sup>ème</sup> manquement signalé (cf. absence de chef d'équipe sur site, défaut de consigne, anomalie de comportement etc) 100€ HT par nouvelle remarque notifiée
Non-respect du calendrier de remise des documents	100€ HT en cas de non-respect du calendrier (cf. article 4 CCAP) par type de document
Non-respect du planning d'intervention (cf. prestations quotidiennes et périodiques)	100€ HT par jour calendaire de retard
Mauvaise exécution ou l'exécution partielle des prestations décrites (cf. prestations quotidiennes et périodiques)	100€ HT par signalement réitéré deux fois
Non transmission des CR des contrôles internes	100€ HT par non transmission du document après 1 relance écrite
Non- réalisation des contrôles contradictoires	100€HT par non réalisation du contrôle après 1 relance écrite

Les pénalités seront appliquées par motif dans la limite de 10% du montant total du marché.  
Les pénalités seront appliquées sous forme de dégrèvement sur la facture du mois suivant.

## ARTICLE 10 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le Marché pourra être résilié :

- dans les conditions fixées au CCAG - Fournitures courantes et de services 2021 ;
- selon les dispositions de l'article 5.2 (clause de sauvegarde) ;
- à chaque échéance annuelle moyennant un préavis de 3 mois ;
- En cas de prestation insuffisante, ayant d'ores et déjà fait l'objet de trois pénalités et sanctions successives, et sans amélioration réelle constatée, dans les 10 jours suivants la mise en demeure signalant les insuffisances, le marché pourra être résiliée par l'organisme sans aucune indemnité pour le titulaire.  
Cette résiliation prendra effet au plus tôt 30 jours après l'envoi de la lettre recommandée signifiant la rupture du marché.  
La CPAM de la Corrèze pourra faire exécuter aux frais du titulaire fautif la prestation pendant la période de recherche d'un nouveau prestataire.  
Cette période ne pourra cependant pas excéder 60 jours décomptés à partir de l'accusé de réception de la lettre de résiliation.

## ARTICLE 11 : CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la Commande publique, le marché pourra être modifié :

- sur les prestations telles que prévues au CCTP en fonction de l'évolution patrimoniale de l'organisme et/ou de modifications organisationnelles du travail de l'organisme entraînant des modifications d'occupation des locaux actuellement décrits dans le marché.
- sur les horaires de réalisation des prestations, au regard des éventuelles modifications de mise en sécurité des locaux (cf. modification horaires alarme anti-intrusion)

## ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE DES DONNEES – SECURITE DU SYSTEME D'INFORMATION

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

## ARTICLE 13 — ATTESTATIONS FISCALE – SOCIALE - ASSURANCE

Le titulaire remettra au pouvoir adjudicateur tous les 6 mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché une attestation de vigilance justifiant de la fourniture des déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions sociales auprès des organismes de l'URSSAF et une attestation de régularité fiscale.

Dans un délai de 5 jours francs à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout commencement d'exécution et à chaque reconduction du marché, le titulaire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, en complément des dispositions de l'article 9 du CCAG, qu'ils sont titulaires d'une police d'assurance responsabilité civile garantissant sans limitation les dommages causés par les prestations réalisées.

## ARTICLE 14 — LITIGES

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent marché, la Loi française est seule applicable. La procédure à suivre par le titulaire en cas de différend avec la CPAM est celle exposée à l'article 46 du CCAG-FCS.

Les parties cocontractantes s'engagent à rechercher une solution amiable à ces différends, avant de saisir un tribunal. En cas d'échec de la conciliation amiable, il sera fait application du droit relevant de la juridiction du Tribunal de Grande Instance de Tulle.

## ARTICLE 15 — DEROGATIONS AU CCAG

Objet	Article CCAP	Article CCAG FCS
Pénalité et sanction	9	14
Résiliation	10	38 à 42
Attestation d'assurance	13	9

A \_\_\_\_\_, le

A Tulle, le 26 janvier 2026

Porter la mention manuscrite  
« lu et approuvé »

Le Pouvoir Adjudicateur,

Signature et cachet du candidat.

Directeur de la CPAM de la Corrèze.